

Copyright © El Correo Page 1/3

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Date de mise en ligne : dimanche 26 août 2012

Les espagnols auront entendu au moins une bonne nouvelle durant cette année 2012 : ils ont bien la meilleure équipe de football d'Europe. Mais une sombre coïncidence se confirme : les derniers vainqueurs de l'euro de la décennie sont dans une situation proche de la faillite économique, Grèce (2004) et Espagne (2008 et 2012).

En Europe, pas un mois sans une « réunion de la dernière chance », pas un jour sans que les mots « marchés financiers » ou « crise financière » ne viennent inquiéter la grande majorité des européens quand à leur avenir proche. Mois après mois ces réunions entre membres de l'Union Européenne construisent toutes des solutions provisoires, pour éviter l'éclatement de la zone Euro, et peut être celui de l'Union Européenne. Pour les citoyens des pays de l'union, le spectacle devient tragique : les pays à bout de souffle demandent comment emprunter encore plus, les autres donnent des conseils : travailler plus et gaspiller moins.

Les mauvais élèves de la classe (« les médiocres » <u>dirait</u> le politologue Biélorusse Vadim Gigin) espèrent que les élections en Allemagne en 2013 verront la chute politique du système Merkel, afin de permettre la mise en place d'euro-bonds destinés à mettre en commun (mutualiser) les dettes d'états via des euro-obligations. Ce système d'euro-bonds aurait pour conséquence directe qu'en cas de faillite d'un Etat les autres seraient « tenus » de rembourser sa dette. Autrement dit, il s'agit de faire payer l'ensemble des états encore relativement sains en jouant sur le principe de « solidarité financière ». Et peut être un choc psychologique pour les marchés, destinée à aider les derniers de la classe, en faisant baisser les taux d'intérêts spéculatifs.

Un ami, proche des hautes instances de la commission européenne, me confiait récemment qu'il estimait que l'Union Européenne allait faire face à 10 ou 15 ans de crise. Je me suis immédiatement demandé si les dettes des états pouvaient disparaître en 15 ans, et par quelle méthode dont personne n'a encore parlé. Pour le moment, on ne parle que d'emprunter de moins en moins. Il y a d'autres observateurs de haut niveau beaucoup moins optimistes. Pour l'ancien ministre des finances russe Alexeï Koudrine, la zone euro va à <u>la dislocation</u>. Selon lui, la prochaine sortie de la Grèce de la zone euro devrait avoir pour conséquence d'aggraver considérablement la pression sur l'Espagne. Une opinion partagée par les analystes de Capital Economics pour qui l'effondrement de la zone euro se produira <u>vraisemblablement</u>en 2013, soit une décennie après son entrée en vigueur. L'UE sans gouvernement fédéral ne semble pas être en mesure d'aider ses membres à s'en sortir et la petite lle de Chypre, menacée par une situation à l'Islandaise, va <u>chercher</u>des aides en Russie et en Chine.

A la frontière de l'Union Européenne, le cas russe devrait être mieux analysé par les experts européens. Il ne faut pas oublier que pendant les années 90, la situation financière et sociale en Russie était bien plus grave que dans la Grèce ou l'Espagne d'aujourd'hui. Aujourd'hui, les élites russes de toutes les tendances politiques, <u>ne souhaitent pas</u>revenir aux années 90, et remettre les mains dans l'engrenage de l'endettement maladif et compulsif. Les budgets russes sont gérés avec une grande prudence, c'est l'équilibre ou l'excédent qui sont visés, et l'état a constitué des réserves pour faire face aux imprévus.

Dire qu'en Russie tout est basé sur les hydrocarbures, et dire qu'en Chine tout repose sur le faible cout de la main d'oeuvre n'explique pas totalement pourquoi ces deux pays poursuivent leur croissance économique et accumulent des réserves de change. En Russie comme en Chine, le contrôle du pouvoir politique sur la planification de l'économie est une réalité. Un état fédéral puissant qui exerce son autorité sur l'économie privée et sur les marchés, c'est peut être bien ce qui manque à l'Union Européenne.

Cette crise politique et économique de l'UE est à replacer dans un contexte plus large que le continent européen.

Copyright © El Correo Page 2/3

Vers un monde sans Union Européenne?

Comme l'a très justement <u>rappelé</u>récemment Laurent Fabius, ministre français des affaires étrangères : « *la crise ne vient pas d'Europe, Lehman-Brothers n'était pas une banque Européenne* ». La crise vient d'outre atlantique, c'est une crise de tout le système occidental, et l'Europe paye aujourd'hui très cher les conséquences en chaine de la crise des sub-primes américaines. Le monde a changé à une vitesse fulgurante. L'opposition des idéologies communiste et libérale/occidentale avait au moins le mérite de structurer la planète. Lors de la victoire de l'idéologie libérale, une idée nouvelle est apparue : Un accord planétaire, autour d'un modèle économique et politique, idéal et unique, serait peut être possible. La victoire du modèle capitaliste paraissait définitive, et on pensait généralement que l'idéologie du vainqueur serait fonctionnelle, peut être pour toujours. On a même rêvé à cette époque de la fin historique des idéologies. Pour <u>Francis Fukuyama</u> par exemple, l'Histoire devait en effet s'achever le jour où un consensus universel sur la démocratie mettrait un point final aux conflits idéologiques.

Or, 23 ans seulement après la parution de la thèse de Fukuyama, ce système « global-occidental » (globalitariste disent ses détracteurs) parait de moins en moins fonctionnel, et ce consensus universel sur la démocratie plus vague que jamais.

Où est passé l'optimisme qui régnait en occident au moment de la disparition de l'URSS ? Et cette idéologie libérale démocratique mondialiste idéale qui allait enrichir tous les peuples de la planète ? On comprend peu à peu que si l'idéologie libérale a accéléré la globalisation, cette globalisation a sans doute directement contribué à la destruction de la domination occidentale, via l'affaiblissement de son idéologie bien sur, mais aussi via l'apparition de nouveaux modes de gouvernance politico-économiques, et de nouveaux systèmes de valeurs.

On peut aujourd'hui se poser la question suivante : et si c'était finalement le <u>système d'exploitation</u> du monde occidental (politique, économique et moral) qui ne fonctionnait plus ?

* Alexandre Latsa est un journaliste français qui vit en Russie et anime le site DISSONANCE, destiné à donner un « autre regard sur la Russie ». Il collabore également avec l'Institut de Relations Internationales et Stratégique (IRIS), l'institut Eurasia-Riviesta, et participe à diverses autres publications.

Copyright © El Correo Page 3/3